|  |  |
| --- | --- |
|  | Conseil municipalCompte rendu de la séance du 12 décembre 2019 |

Le conseil municipal s'est réuni à la salle polyvalente Michel Dinet, sous la présidence de Bertrand KLING, Maire, le 12 décembre 2019 à 19h.

**Conseillers municipaux en exercice** : 29

**Membres présents à la séance** : 22

Bertrand KLING, Jean-Pierre ROUILLON, Marie-José AMAH, Pascal PELINSKI, Malika TRANCHINA, Jean-Marie HIRTZ, Philippe BERTRAND-DRIRA, Daniel THOMASSIN, Stéphanie GRUET, Baptiste PAVOT, Irène GIRARD, Béatrice BAURAIN De BERNARDO, Claire FLORENTIN-POIZOT, Jessica NATALINO, Elisabeth LETONDOR, Pierre BIYELA, Jean-Marc RENARD, Francine VERBRUGGHE, Corinne MARCHAL-TARNUS, Salvatore LIVOLSI, Catherine CHOTEAU-LESNES, Sylvaine SCAGLIA

**Conseillers absents - excusés** : Marc BARRON

**Procurations** : Jean-François HUGUENIN-VIRCHAUX à Daniel THOMASSIN

 Philippe ROLIN à Jean-Pierre ROUILLON

 Marie-Claire D'AGOSTINO à Pierre BIYELA

 Adrien BONNET à Bertrand KLING

 Jean-Claude BOULY à Corinne MARCHAL-TARNUS

 Jean-Yves SAUSEY à Salvatore LIVOLSI

**Votants** : 28

**Date de convocation** : 6 décembre 2019

**Secrétaire de séance :**

Conformément à l'article L2121-15 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal a désigné Daniel THOMASSIN pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**Ordre du jour :**

|  |  |
| --- | --- |
| 1- | Approbation du PV du dernier conseil municipal |
| 2- | La Maisonnée - Autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) |
| 3- | Construction d’un bâtiment public pour l’accueil périscolaire et l’aménagement de salles de réunions « La Maisonnée » - Demande de financement au titre de la DETR 2020 |
| 4- | Construction d’un bâtiment public pour l’accueil périscolaire et l’aménagement de salles de réunions « La Maisonnée » - Demande de financement au titre du dispositif « Traitement et requalification des friches publiques » de la Région Grand Est |
| 5- | Budget primitif – Décision modificative n°2 |
| 6- | Acompte de subvention au budget 2020 du CCAS |
| 7- | Admission en non-valeur |
| 8- | Attribution de subventions pour les projets pédagogiques des écoles - année scolaire 2019/2020 |
| 9- | Attribution de subventions pour les classes de découvertes des CM2 - année scolaire 2019/2020 |
| 10- | Crédits alloués aux écoles pour les fournitures scolaires - budget 2020 |
| 11- | Modification du tableau des effectifs |
| 12- | Motion sur le projet de fermeture de la trésorerie et des services fiscaux d’Essey-lès-Nancy |
| 13- | Communication des décisions prises en application de l’article L. 2122-22 du CGCT |
| 14- | Questions diverses |

1. **Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 14 novembre 2019**

Rapporteur : Bertrand KLING

**Adopté à l’unanimité**

4 abstentions : Corinne MARCHAL-TARNUS, Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI, Jean-Yves SAUSEY

1. **La Maisonnée - Autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP)**

Rapporteur : Jean-Pierre ROUILLON

La commune souhaite réaliser sur l’emprise foncière du Foyer de personnes âgées la Maisonnée, aujourd’hui désaffecté, déclassé et en cours de démolition, rue du général de Gaulle, un accueil périscolaire et des salles municipales. mmH souhaite quant à lui réaliser sur une partie de cette même emprise 40 logements locatifs et 17 logements en accession à la propriété.

Pour assurer la cohérence des travaux de l’ensemble des bâtiments, mais aussi pour optimiser les coûts de réalisation des travaux, la commune de Malzéville et mmH ont convenu de l’opportunité de n’avoir qu’un seul maître d’ouvrage assurant la conduite de l’ensemble de l’opération. Une convention de transfert de Maîtrise d'ouvrage temporaire a donc été conclue entre la commune de Malzéville et mmH.

Une première phase de sélection des candidatures a eu lieu suite à avis du jury en date du 10/12/2018. Le jury s’est réuni pour examiner les trois offres et choisir le lauréat, le 19 novembre 2019 au siège de mmH. La commission d’appel d’offres de mmH s’est réunie le 27 novembre 2019 pour attribuer le marché à l’équipe suivante :

IDEA CONSTRUCTION (mandataire) DYNAMO ASSOCIES ARCHITECTES – BET IRIS et SI SYSTEME INGENIERIE

Cette opération doit être inscrite au budget communal. Programmée sur plusieurs années, elle nécessite la création d’une **autorisation de programme** de 2 235 803,03 € TTC.

Les dépenses seront financées par le FCTVA, les subventions, l’emprunt, la cession du foncier à mmH et l’autofinancement.

Monsieur le Maire propose ainsi de répartir les crédits de paiement de cette autorisation de programme, de la façon suivante :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **Total AP** | **CP 2019** | **CP 2020** | **CP 2021** | **CP 2022** |
| Coût du bâtiment public (y compris indemnité d’appel d’offres du candidat retenu) | 2 071 412,09 €  | 16 621,43 €  | 684 930,22 €  | 684 930,22 €  | 684 930,22 €  |
| Coût des travaux de déconstruction (désamiantage/démolition) | 99 586,90 €  | 99 586,90 €  |   |   |   |
| Coût liés à la maîtrise d’œuvre, SPS, Diagnostics, Etudes, AAPC… | 16 997,96 €  | 16 997,96 €  |   |   |   |
| Indemnités candidats non retenus | 47 806,08 €  | 47 806,08 €  |   |   |   |
| **COUT TOTAL DU PROGRAMME** | **2 235 803,03 €**  | **181 012,17 €**  | 684 930,22 €  | 684 930,22 €  | 684 930,22 €  |

**Adopté à la majorité**

4 voix contre : Corinne MARCHAL-TARNUS, Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI, Jean-Yves SAUSEY

1. **Construction d’un bâtiment public pour l’accueil périscolaire et l’aménagement de salles de réunions « La Maisonnée » - Demande de financement au titre de la DETR 2020**

Rapporteur : Pascal PELINSKI

Le coût prévisionnel total des travaux de construction du bâtiment communal dans le cadre du projet de la future Maisonnée s'élève à 1 726 176,74 € HT, soit 2 071 412,19 € TTC. Il est susceptible de bénéficier d'une subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), dans la catégorie 3 – Opérations de construction et de gros aménagements du patrimoine communal et intercommunal (sous-catégorie 3.2).

Il est donc proposé de déposer 2 dossiers de demandes de subvention au titre des catégories suivantes :

* Construction et gros aménagements de mairies pour la partie du bâtiment concernée par les salles de réunion
* Travaux de construction et de rénovation scolaires et périscolaires destinés aux activités périscolaires pour la partie du bâtiment dédiée à l’accueil des activités périscolaires et l’accueil de loisirs de mineurs sans hébergement

**Adopté à la majorité**

4 voix contre : Corinne MARCHAL-TARNUS, Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI, Jean-Yves SAUSEY

1. **Construction d’un bâtiment public pour l’accueil périscolaire et l’aménagement de salles de réunions « La Maisonnée » - Demande de financement au titre du dispositif « Traitement et requalification des friches publiques » de la Région Grand Est**

Rapporteur : Pascal PELINSKI

Les travaux de construction du bâtiment communal dans le cadre du projet de la future Maisonnée s'élèvent à 1 726 176,74 € HT, soit 2 071 412,19 € TTC. Les coûts liés à la démolition de l’ancien foyer de personnes âgées s’élève à 97 154,04 € HT, soit 116 584,85 € TTC.

La région Grand Est a informé la ville que le dossier pouvait s’inscrire dans le cadre du dispositif « Traitement et requalification des friches publiques ».

Il est donc proposé de déposer un dossier de demande de subvention à la Région.

**Adopté à la majorité**

4 voix contre : Corinne MARCHAL-TARNUS, Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI, Jean-Yves SAUSEY

1. **Budget primitif – Décision modificative n°2**

Rapporteur : Jean-Pierre ROUILLON

La décision modificative n°2 est inhabituelle car elle prend en compte les conséquences de l’adoption du programme de la Maisonnée (CP : 2,235 M€ - AP 2019 : 181 021 €) qui a été présenté le 27 novembre 2019 en commission mixte urbanisme/finances.

C’est une DM qui reste modeste en fonctionnement (56 935 €) mais un peu plus conséquente en investissements (206 425 €). Elle recense aussi de nombreux virements de compte à compte.

Les principales dépenses de fonctionnement concernent les dépenses supplémentaires pour les animateurs périscolaires en raison de la hausse de la fréquentation, la mise à disposition d’un agent en remplacement d’une agente en maladie et la suite du transfert du budget de la caisse des écoles.

Elle tient compte des réalisations des ajustements à la hausse des recettes fiscales conformément aux notifications, des subventions des recettes de services aux familles (en raison de la fréquentation) et à la baisse des remboursements de l’assurance pour le personnel (malgré les absences nombreuses).

En investissement, les crédits nouveaux concernent l’opération « la Maisonnée » (participation au désamiantage, à la maîtrise d’œuvre et aux indemnités aux équipes), le renforcement des moyens des services et des matériels pour les écoles.

La DM 2 prend en compte également les travaux en régie (plateforme de collecte pour le cimetière) pour un total de 5 525 €.

La décision modificative s’équilibre en imputant les dépenses imprévues 20 000 € en fonctionnement et 4 391 € en investissement, par un virement complémentaire de la section de fonctionnement de 25 413 € pour couvrir les besoins d'investissement.

Enfin, les AP de l’exercice sont couvertes par un emprunt d’équilibre de 181 012, qui ne sera pas réalisé.

**Adopté à la majorité**

4 voix contre : Corinne MARCHAL-TARNUS, Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI, Jean-Yves SAUSEY

1. **Acompte de subvention au budget 2020 du CCAS**

Rapporteur : Jean-Pierre ROUILLON

En vue de couvrir le règlement des dépenses du 1er trimestre 2020 du CCAS et dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020 de la commune, Monsieur le Maire propose de procéder au versement d'un acompte de la subvention communale sur l’exercice comptable 2020 à hauteur de 10 000 € au CCAS avant le vote du budget primitif 2020 de la commune.

**Adopté à l’unanimité**

1. **Admission en non-valeur**

Rapporteur : Jean-Pierre ROUILLON

Considérant les états des produits irrécouvrables dressés par le comptable public en date du 11 octobre 2019,

Considérant sa demande d’admission en non-valeur des créances n’ayant pu faire l’objet de recouvrement après mise en œuvre de toutes les voies d’exécution,

Il est proposé d’approuver l’admission en non-valeur des recettes d’un montant total de 3 048.82 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables du 11 octobre 2019 dressée par le comptable public.

**Adopté à l’unanimité**

1. **Attribution de subventions pour les projets pédagogiques des écoles - année scolaire 2019/2020**

Rapporteure : Marie-José AMAH

Il est proposé au conseil municipal de retenir les projets pédagogiques des écoles pour l’année scolaire 2019/2020  :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ÉCOLE** | **PROJET** | **Participation de la commune** | **Versement sur BP 2019** | **Versement sur BP 2020** |
| Gény | Sortie au Parc Animalier de Sainte Croix | 1 138 € |  | 1 138 € |
| Jéricho | Projet « Ecole & Cinéma » | 200 € |  | 200 € |
| Leclerc | Visite d’une ferme pédagogique | 389 € | 389 € |  |
| Projet « Les animaux » - Visite de l’aquarium et du zoo d’Amnéville | 434,40 € |  | 434,40 € |
| Sortie en raquettes | 620 € | 620 € |  |
| Pasteur | « Au fil des saisons à la Ferme de Pixerécourt » | 304 € | 304 € |  |
| Jules Ferry | Action en faveur de la coopération entre élèves | 3 600 € | 3 600 € |  |
| Paul Bert | Mise en scène d’une pièce de théâtre | 400 € | 400 € |  |

La participation de la commune à ces projets sera versée sous forme de subvention à la coopérative de chacune des écoles dont les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2019 et seront inscrits au Budget Primitif 2020 à l’article 6574 (subventions de fonctionnement).

**Adopté à l’unanimité**

1. **Attribution de subventions pour les classes de découvertes des CM2 - année scolaire 2019/2020**

Rapporteure : Marie-José AMAH

Le montant de la subvention de la ville s’élève à 320 euros par élève participant au séjour pour chacune des coopératives des trois écoles élémentaires.

Il est proposé de verser les subventions suivantes dont les crédits seront prévus à l’article 6574 du Budget Primitif 2019, sachant qu’elles seront réajustées en fonction du nombre réel de participants.

|  |  |
| --- | --- |
| **École**  | **Participation**  |
| Coopérative de l’école Jules Ferry *34 élèves* | 10 880 € |
| Coopérative de l’école Paul-Bert *28 élèves* | 8 960 € |
| Coopérative de l’école Pasteur *25 élèves* | 8 000 € |

**Adopté à l’unanimité**

1. **Crédits alloués aux écoles pour les fournitures scolaires - budget 2020**

 Rapporteure : Marie-José AMAH

Il est proposé au conseil municipal de retenir les montants suivants, dont les crédits correspondants seront prévus au Budget Primitif 2020, article 6574, pour l’année 2020 :

* 993,37 € par école,
* 89,77 € par classe,
* 43,24 € par enfant,
* 473,19 € pour la psychologue,
* 7,26 € par enfant des sections élémentaires pour l’entretien et le renouvellement des manuels scolaires des écoles élémentaires,
* 7,26 € par enfant des écoles maternelles pour le renouvellement des jeux et matériels éducatifs des écoles maternelles.

**Adopté à l’unanimité**

1. **Modification du tableau des effectifs**

 Rapporteur : Jean-Pierre ROUILLON

Il est proposé de créer trois postes :

\* Service ressources humaines et finances

* Ressources Humaines :

1 poste de chargé-e de la gestion administrative du personnel,

Cadre d’emploi des Rédacteurs, grade rédacteur, à temps complet,

à compter du 1er janvier 2020.

\* Service Centre Technique Municipal et urbanisme et environnement

1 poste de responsable de service,

Cadre d’emploi des Attachés, grade attaché, à temps complet,

à compter du 1er janvier 2020.

\* Service ASSA :

* Pôle Scolaire :

1 poste d’assistant-e administratif-ive,

Cadre d’emploi des Adjoints Administratifs, grade adjoint administratif, à temps complet,

à compter du 1er janvier 2020.

* Crèche :

1 poste de directeur-rice adjoint-e,

Cadre d’emploi des éducateurs de jeunes enfants,

grade éducateur de jeunes enfants 2ème classe,

à temps non complet à raison de 17.50/35ème,

à compter du 1er janvier 2020.

**Adopté à l’unanimité**

4 abstentions : Corinne MARCHAL-TARNUS, Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI, Jean-Yves SAUSEY

1. **Motion sur le projet de fermeture de la trésorerie et des services fiscaux d’Essey-lès-Nancy**

 Rapporteur : Jean-Pierre ROUILLON

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) a engagé une démarche visant à réorganiser l’ensemble de son réseau territorial et de ses implantations sous l’autorité du ministre de l’action et des comptes publics.

Cette démarche s’appuie sur une vision pluriannuelle des suppressions d’emplois à la DGFiP et la montée en puissance du numérique. Elle a été baptisée « géographie revisitée » et se traduit par :

* des suppressions de trésoreries de proximité, qui seraient renommées « services de gestion comptable »,
* la mise en place de conseillers comptables,
* la réduction du nombre et le regroupement de services des impôts des particuliers (SIP), de services des impôts des entreprises (SIE), de services de la publicité foncière, (SPF) et d’autres services plus spécialisés (les services locaux de contrôle fiscal par exemple),
* des transferts de services au sein des départements et de grandes villes vers d’autres territoires.

Le gouvernement promeut les « points de contacts » qu’il entend mettre en place au travers des « maisons France service » et de formes d’accueil itinérants. Ceux-ci sont censés permettre à la population d’être renseignée « au bon moment », c’est-à-dire ponctuellement et non de manière pérenne. Le gouvernement aurait pu privilégier la mise en place de « maisons France services » là où le service public avait été supprimé de longue date. Mais il a choisi de refondre le réseau territorial de la DGFiP alors que les besoins de la population et des élus locaux sont importants et le demeureront à l’avenir.

Le projet « géographie revisitée » se traduira d’abord par un très fort repli de la DGFiP. En particulier, pour les communes où des services de la DGFiP étaient implantés (trésoreries, SIP, SIE, etc) et seraient remplacés par une « maison France service », la perte serait importante. Cette perte concerne tout à la fois le service public et l’économie locale.

Pour la ville de Malzéville, cela se traduira par la fermeture de la trésorerie et les services fiscaux d’Essey-lès-Nancy et la création en remplacement d’une « maison France service ».

Cela veut dire que la plupart des agents des finances publiques n’y travailleront plus. En conséquence, nos concitoyens devront effectuer des trajets plus longs ou devront se débrouiller par eux-mêmes avec internet pour leurs démarches.

Ainsi, la fermeture de la trésorerie d’Essey-lès-Nancy pénalisera d’abord la population malzévilloise. Les conséquences évidentes seront des difficultés supplémentaires pour les usagers puisque :

* le suivi de dossiers à distance est difficile,
* les déplacements seront plus longs et moins économiques,
* l’attente sera d’autant plus importante que les usagers d’autres communes se rendront dans les services qui seront maintenus en nombre restreint…

C’est pourquoi, le repli du service public est d’autant plus inquiétant que pour les populations, sa présence est la garantie d’une accessibilité et d'un traitement équitable en prenant notamment en considération les besoins de la population locale.

En outre, il faut rappeler l’importance d’une trésorerie pour les collectivités dans l’aide, le soutien et le conseil apportés au quotidien notamment lors de l’établissement par le comptable public des budgets communaux ou encore pour le paiement des salaires des employés territoriaux.

Sur ces motifs, le conseil municipal de la ville de Malzéville demande au gouvernement et aux autorités de la DGFiP le maintien et le renforcement d’un réel service public de proximité par le maintien de la trésorerie et les services fiscaux d’Essey-lès-Nancy afin d’exercer dans de bonnes conditions ses missions.

**Adopté à l’unanimité**

4 abstentions : Corinne MARCHAL-TARNUS, Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI, Jean-Yves SAUSEY

1. **Communication des décisions prises en application de l’article L. 2122-22 du CGCT**

Rapporteur : Bertrand KLING

Conformément à l’article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire informe le conseil municipal que dans le cadre des compétences qui lui ont été déléguées par délibération du 10 avril 2014, en application de l’article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a pris les décisions suivantes :

Vu en commission Finances :

ACCEPTATION CHEQUES ASSURANCE - remboursement sinistres (info en Commission finances) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Date** | **Contrat d’assurance** | **Objet** | **Date de l'opération** | **Montant** | **Durée du contrat** |
| 04/10/19 | Groupama | Remboursement  |  | 35.01 € |  |

Vu en commission Temps de l’enfant :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Date** | **Contrat** | **Fournisseur**  | **Objet** | **Date de l'opération** | **Montant** | **Durée du contrat** |
| 23/09/19 | Contrat | TOTA COMPANIA | Fête de Noël /crèche | 20/12/19 | 775 € | 1 représentation |

Le maire remercie les conseillers municipaux et clôt la séance à 21 heures 45.



Le Maire,

Bertrand KLING

 **Date d’affichage du compte-rendu :** 19 décembre 2019